



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8679^e séance

Vendredi 6 décembre 2019, à 15 heures
New York

Présidente : M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Ipo
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Gueguen
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Almunayekh
Pérou	M. Velásquez
Pologne	M. Lewicki
République dominicaine	M ^{me} Morrison González
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Région de l'Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités
du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2019/913)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Région de l'Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2019/913)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, et M. Sasha Lezhnev, Directeur politique adjoint du Projet Enough.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/913, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

Je donne maintenant la parole à M. Fall.

M. Fall : Permettez-moi d'abord, Madame la Présidente, de vous féliciter de l'accession des États-Unis à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci, et de vous souhaiter beaucoup de succès. Je remercie le Conseil de sécurité de me donner la parole pour le « briefer » sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), depuis la publication du rapport (S/2019/913) qui lui a été soumis.

De façon générale, la situation politique et sécuritaire en Afrique centrale demeure préoccupante. En effet, la sous-région continue de faire face à des défis sécuritaires, humanitaires, socioéconomiques et en matière de droits humains. De même, les problèmes de sécurité liés au changement climatique se posent avec plus d'acuité. Toutefois, nous devrions saluer les principales réalisations enregistrées au cours des 11 derniers mois dans les réformes structurelles, ainsi que dans la consolidation et la construction de la paix. Parmi ces réalisations, et pour ne citer que celles-ci, on pourra retenir la finalisation de tous les documents et

instruments majeurs de la réforme de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC); l'adoption du Plan d'action régional pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité; et la création d'un réseau régional de la société civile, la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique Centrale.

Entre 2020 et la fin du mandat en cours du BRENUAC, en août 2021, la plupart des États de la sous-région organiseront de nouvelles élections et, dans ce contexte, les efforts de promotion du dialogue national et d'une meilleure participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance et la consolidation de la paix se poursuivent.

Le terrorisme représente toujours une menace à la stabilité de la sous-région de l'Afrique centrale, en particulier dans le bassin du lac Tchad, où Boko Haram reste actif. Mon collègue Mohamed Ibn Chambas et moi étions au Nigéria en novembre dernier pour boucler notre tournée dans les quatre pays du bassin du lac Tchad, entreprise conjointement avec le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel, Angel Losada. La Directrice exécutive de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Michèle Coninsx, nous a rejoints au Tchad. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'un appui à la mise en œuvre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram devrait être une de nos priorités.

Le changement climatique continue d'avoir un impact sur la vie des femmes et des hommes en Afrique centrale, avec, souvent, des implications directes sur la paix et la sécurité. Le 20 novembre, le Gouvernement de la République du Congo a déclaré l'état de catastrophe naturelle et d'urgence humanitaire dans trois départements du nord, en raison de sévères inondations qui affectent environ 50 000 personnes. Il convient de noter que plusieurs autres pays de l'Afrique centrale font également face à de graves catastrophes naturelles liées au changement climatique. J'appelle les partenaires internationaux à apporter une assistance humanitaire aux gouvernements concernés.

Du 25 au 29 novembre, je me suis rendu à Luanda, en Angola, pour participer à la quarante-neuvième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. Le Comité a discuté de la situation géopolitique et sécuritaire en Afrique centrale et tenu un débat

consacré au changement climatique et à son impact sur la paix et la sécurité. À l'issue de sa session ministérielle, le Comité a adopté la Déclaration de Luanda sur l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique centrale.

La sous-région de l'Afrique centrale continue de faire face aux défis de la sécurité maritime, notamment dans le golfe de Guinée. Le 7 novembre, une attaque contre un pétrolier a été signalée au nord-ouest de Sao Tomé. Le 20 novembre, le Centre interrégional de coordination pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, à Yaoundé, a signalé une autre attaque près de Malabo, ce qui a amené le Gouvernement de la Guinée équatoriale à placer ses forces de sécurité en état d'alerte élevée dans tout le pays. Le Représentant spécial Ibn Chambas et moi-même envisageons de mener une visite conjointe au Centre début 2020 pour évaluer la situation maritime dans le golfe de Guinée et déterminer les domaines spécifiques dans lesquels l'ONU pourrait apporter une assistance interrégionale intégrée.

Je suis encouragé par les efforts déployés par les États de l'Afrique centrale pour améliorer les capacités en matière de coopération sous-régionale en renforçant la CEEAC. L'organisation sous-régionale est en train d'accélérer son action pour la tenue à Libreville du neuvième sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement, le 18 décembre prochain, qui sera consacré à sa réforme. Au cours de ce sommet, les dirigeants de l'Afrique centrale devraient approuver le programme de réforme institutionnelle de la CEEAC. Les conclusions de ce sommet constitueront une étape importante dans le processus de réforme. Je réaffirme l'engagement total de l'ONU à travailler main dans la main avec la CEEAC et ses États membres, ainsi que leurs partenaires, pour la mise en œuvre de la réforme et à contribuer au renforcement des capacités de la CEEAC.

Comme le Conseil le sait, le Gouvernement camerounais a organisé un dialogue national du 30 septembre au 4 octobre, qui s'est achevé avec une série de recommandations clefs destinées à répondre à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Je reste cependant préoccupé par le niveau de violence qui continue de menacer la vie des Camerounais, tandis que l'on ne cesse de rapporter des cas de violations des droits de la personne et d'abus attribués à toutes les parties.

Le personnel humanitaire a également été attaqué, ce qui met en exergue l'ampleur de l'insécurité. Plus de 700 000 personnes seraient maintenant déplacées

en raison du conflit en cours dans les deux régions. D'autres rapports indiquent également que des milliers de personnes sont mortes ou ont été blessées. J'appelle les partenaires internationaux à appuyer les efforts nationaux en cours visant à répondre aux besoins humanitaires de la population.

À la suite du dialogue national, quelques mesures ont déjà été prises, telles que la libération de certains prisonniers, ce qui est à saluer. Une mise en œuvre rapide des recommandations du dialogue constituera un pas supplémentaire vers une solution durable à la crise. Du 19 au 24 novembre, le Gouvernement camerounais a envoyé des délégations dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour sensibiliser aux conclusions du dialogue national.

Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, et la Secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Janet Scotland, se sont rendus récemment au Cameroun pour échanger avec les acteurs nationaux, y compris le Président Paul Biya, sur la situation dans le pays. Dans leur déclaration finale conjointe, les trois hauts fonctionnaires ont encouragé l'ensemble des parties prenantes à continuer dans cette voie de la sagesse et de la responsabilité, notamment celle du Gouvernement dans la mise en œuvre des conclusions du dialogue national.

À la suite de l'annonce faite par le Président Paul Biya sur la tenue des élections législatives et municipales au Cameroun le 9 février 2020, le chef du parti de l'opposition, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Maurice Kamto, a informé le 25 novembre que son parti ne participerait pas aux élections, affirmant que les conditions ne seraient pas réunies pour que le vote ait lieu dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il a également appelé à une révision du code électoral. D'autres partis politiques ont exprimé quelques réserves sur leur participation aux élections.

En réponse, au cours d'une conférence de presse organisée le 2 décembre, le Ministre de l'administration territoriale et le Ministre de la communication ont assuré que les conditions étaient en place pour des élections apaisées. Comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport (S/2019/913), il est important de poursuivre le dialogue avec toutes les parties prenantes afin d'apaiser les griefs sous-jacents de ceux qui se sentent marginalisés. Il est essentiel de renforcer la dynamique créée par le dialogue national en assurant l'inclusivité

dans la mise en œuvre des recommandations du dialogue, y compris sur une décentralisation accrue, l'aide au développement, et le désarmement, la démobilisation et la réintégration. La tenue d'élections apaisées, inclusives et crédibles en 2020 dépendra en grande partie de tels efforts et sera un test capital pour la démocratie dans le pays et pour démontrer la détermination des acteurs nationaux à avancer vers une véritable stabilité, ainsi que vers un développement socioéconomique et une paix durables pour tous les Camerounais.

L'ONU reste engagée à travailler en étroite collaboration avec les autorités nationales et les autres acteurs concernés à cet effet, ainsi qu'à appuyer les initiatives locales faisant la promotion de la participation des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés. Parallèlement, il est essentiel que tous les acteurs sur le terrain renforcent leurs efforts pour protéger et promouvoir les droits de la personne et lutter contre l'impunité.

Au Tchad, la situation sécuritaire dans les trois provinces qui ont une frontière commune avec la Libye et le Soudan et sont en état d'urgence représente toujours un risque pour la consolidation d'une paix durable. Cela nécessitera un engagement multiforme continu, spécialement au moment où le Tchad poursuit ses préparatifs en vue de la tenue d'élections législatives longtemps reportées et prévues maintenant pour le premier trimestre de 2020 et la tenue de l'élection présidentielle en 2021.

En République du Congo, il faudra poursuivre les efforts visant à créer un environnement politique favorable à la tenue de l'élection présidentielle en 2021. Le secrétariat permanent du Conseil national du dialogue poursuit ses consultations avec un vaste éventail d'acteurs nationaux, y compris les partis politiques et la société civile, avec le soutien de l'ONU à travers le Fonds pour la consolidation de la paix, afin de préparer un dialogue national inclusif pour 2020.

J'appelle les autorités nationales et toutes les autres parties prenantes à unir leurs efforts afin de contribuer à la tenue d'un dialogue véritablement inclusif et constructif, ce qui créera un environnement favorable à la consolidation de la paix et les conditions propices à la tenue d'une élection présidentielle apaisée, inclusive et crédible. Une assistance internationale constante pour la stabilisation de la région du Pool est également nécessaire, tout comme la contribution financière indispensable du Gouvernement pour la mise en œuvre effective du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

(l'orateur poursuit en anglais)

Je voudrais exprimer à nouveau ma gratitude au Conseil de sécurité pour l'appui qu'il continue de m'apporter, ainsi qu'au BRENUAC, en vue de faciliter l'exécution de notre mandat. La déclaration du Président du Conseil en date du 12 septembre (S/PRST/2019/10), dans laquelle il se félicite de l'achèvement de l'examen stratégique du BRENUAC, témoigne une fois de plus de l'appui du Conseil.

Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le BRENUAC collaborent avec les organismes compétents des Nations Unies pour garantir la pleine application des recommandations issues de l'examen stratégique. Nous continuerons d'informer le Conseil à cet égard selon qu'il conviendra.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fall de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lezhnev.

M. Lezhnev (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion de faire aujourd'hui un exposé au Conseil de sécurité.

Je voudrais axer mes remarques sur ce que le Conseil et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) peuvent faire concrètement pour contribuer à transformer cette région souvent oubliée et à y prévenir les conflits violents.

Je pense par-dessus tout que le Conseil et le BRENUAC devraient se concentrer stratégiquement sur l'aspect financier des crises dans la région. Je dirais que la meilleure façon d'y parvenir serait de renforcer la coopération avec les partenaires internationaux dans le cadre des réformes visant à améliorer la transparence, ce qui peut contribuer à prévenir les conflits, mais aussi de collaborer plus étroitement avec le secteur privé et les organismes de lutte contre le blanchiment d'argent. Il conviendrait également de recentrer les sanctions sur les réseaux de fauteurs de troubles qui sapent les processus de paix. Ces mesures donneraient à la région une bien meilleure chance de parvenir à la paix. Dans ce cadre, je voudrais mettre en exergue deux grands défis et formuler quatre recommandations.

Le premier défi concerne les ressources liées aux conflits et le blanchiment d'argent. Les groupes rebelles, les unités criminelles au sein des armées et leurs intermédiaires génèrent des centaines de millions de dollars chaque année grâce au commerce de ressources liées à des conflits, tels que l'or, les diamants, le tantale

et autres minerais. Ce sont un des principaux moteurs de conflits, étant donné que les commandants armés et leurs partisans veulent gagner de l'argent et bafouent les accords de paix afin de préserver ces intérêts.

Le Conseil peut avoir une influence sur les matières premières liées aux conflits, puisqu'elles font l'objet d'échanges régionaux et internationaux. Les Groupes d'experts sur la République centrafricaine et la République démocratique du Congo rendent compte en détail de la façon dont l'or, les diamants et d'autres minerais sont des ressources essentielles pour les groupes armés et sont acheminés clandestinement vers le Cameroun, l'Ouganda, le Rwanda et le Tchad, puis les Émirats arabes unis, entre autres pays.

La clef pour lutter contre ces intérêts consiste à suivre et à cibler les intermédiaires, les intermédiaires financiers et les fonctionnaires corrompus qui rendent possible le commerce de ces matières premières liées aux conflits. Ces réseaux sont souvent impliqués dans le trafic d'armes en échange de diamants et d'or. Par exemple, mon organisation a signalé l'année dernière que l'or provenant des zones de conflit en République démocratique du Congo pourrait bien parvenir aux consommateurs occidentaux par le biais d'un réseau international d'entreprises coordonné par un magnat belge disposant de raffineries en Ouganda, à Dubaï et en Belgique.

Ensemble, ces acteurs véreux constituent des réseaux criminels qui ne cessent de renforcer leur présence en Afrique centrale. Des intermédiaires tels que Dan Gertler, Aziz Nassour et d'autres ont gagné des centaines de millions de dollars grâce à des accords frauduleux et poursuivent leurs activités dans la région, souvent en toute impunité. Tant que ces intermédiaires n'auront pas à subir de conséquences, ils continueront de financer les groupes armés et de perpétuer l'instabilité.

Le second défi que je voulais mettre en relief, c'est la prévention de la violence de masse par le biais de réformes relatives à la transparence. De nombreux présidents de la région sont au pouvoir depuis plus longtemps que la moyenne d'âge de la population, pour certains depuis 40 ans, alors que l'âge médian est de 18 ans au Cameroun et de 22 ans au Gabon, par exemple.

Les citoyens d'Afrique centrale sont de plus en plus impatients face à ces régimes non démocratiques. Les jeunes expriment de plus en plus leur volonté de changement et de réforme, comme nous l'avons vu dans toute la région.

Cette forte dichotomie crée de graves risques pour la stabilité, ainsi que l'a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général. La plupart des pays de la région figurent aux premiers rangs des États les plus fragiles selon l'indice de fragilité des États, et cinq d'entre eux ont été classés la semaine dernière par le Musée du Mémorial de l'Holocauste des États-Unis dans la catégorie des pays les plus exposés aux risques de massacres.

Le principal obstacle aux processus de réforme est assurément l'argent. Chaque pays d'Afrique centrale se classe dans le tiers inférieur de l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, et la majorité des pays de la région se situe dans les 20 % inférieurs. Cette corruption commence à être révélée par divers rapports régionaux mais, pour protéger leurs intérêts illicites, les régimes consolident souvent leur position et répriment les populations.

Le meilleur moyen d'éviter que ces pays ne sombre dans l'instabilité est de les aider à se réformer. Les jeunes et les autres aspirent à de véritables réformes. De la République démocratique du Congo au Cameroun, les jeunes et la société civile en ont assez de la corruption et sont las de voir diminuer leurs ressources naturelles limitées sans qu'ils en bénéficient. Ils demandent que les gouvernements adoptent des mesures de transparence et de lutte contre la corruption, qu'il s'agisse de faire répondre de leurs actes les fonctionnaires qui ont volé des fonds ou d'exiger que les entreprises publiques soient soumises à des audits indépendants. Les vieux modèles de comptes hors-budget et d'entreprises publiques occultes qui se livrent au clientélisme ne fonctionnent plus pour cette nouvelle génération.

Je voudrais dire quelques mots sur les solutions et offrir quatre recommandations.

Tout d'abord, je proposerais de travailler avec les secteurs bancaire et aurifère. Contrairement à ce que l'on croit, les fauteurs de troubles illicites qui sapent les processus de paix ne cachent pas l'essentiel de leur argent sous leur matelas. Ils ont des comptes bancaires et utilisent des participations financières pour payer leurs partenaires commerciaux et dépenser leur argent à l'étranger. Les banques et autres institutions financières jouent donc un rôle crucial dans l'application des sanctions et l'adoption de mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Les correspondants bancaires multinationaux sont particulièrement importants, parce qu'ils font office d'agents de compensation pour les virements bancaires à l'étranger et peuvent prendre

une série de mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement des conflits.

Le Conseil de sécurité et le BRENUAC devraient coopérer activement avec les banques et les autres institutions financières aux fins de l'application de sanctions et d'autres mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Le Groupe de Wolfsberg, une association de 13 banques mondiales, qui vise à élaborer des cadres et des orientations pour la gestion des risques liés à la criminalité financière, pourrait être un bon point de départ. Le Conseil pourrait organiser une séance avec le Groupe sur l'application des sanctions et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, voire créer un groupe de travail permanent chargé du suivi de ces questions. Le BRENUAC pourrait également rencontrer régulièrement les banques de la région pour assurer le suivi des questions relatives à l'application des sanctions, notamment celles soulevées par les groupes d'experts.

De même, je dirais que le Conseil devrait travailler avec le secteur aurifère mondial sur la question de l'or lié aux conflits, puisqu'il s'agit d'une source majeure de financement identifiée par les différents groupes d'experts. Le Conseil a joué un rôle constructif en contribuant à la lutte contre le commerce des diamants du sang et pourrait faire de même en ce qui concerne l'or lié aux conflits. Plus précisément, je recommanderais au Conseil de travailler avec le Groupe d'action financière (GAFI) et de réunir les principaux négociants en or, affineurs et banques pour insister sur la nécessité d'un meilleur traitement des signaux d'alerte définis dans le rapport typologique du GAFI sur les risques liés à l'or, au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, publié en 2015. Le GAFI a formulé d'excellentes recommandations qui n'ont pas été correctement mises en œuvre.

Deuxièmement, je recommanderais de coopérer avec les organismes de lutte contre le blanchiment d'argent et les autorités financières. Le GAFI et ses organes régionaux peuvent jouer un rôle crucial dans la lutte contre le financement des conflits, et le Conseil et le BRENUAC devraient les associer à leurs efforts en matière de prévention des conflits. Les organes régionaux du GAFI peuvent être des acteurs très importants dans la lutte contre le financement des conflits et la corruption qui y est associée, car ils procèdent à des évaluations mutuelles des régimes nationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que de leur mise

en œuvre. Ils s'emploient également à renforcer les cellules nationales de renseignements financiers sur ces questions. Le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC) est l'organe régional de type GAFI en Afrique centrale, mais pour être efficace, il a besoin de coopération et d'un appui important. Il en va de même des cellules nationales de renseignements financiers de la région.

Le Conseil de sécurité peut jouer un rôle sur ce plan, en s'appuyant sur sa résolution 2462 (2019), adoptée en mars, qui reconnaît le rôle essentiel du GAFI. Le Conseil devrait faire du soutien aux efforts régionaux de lutte contre le blanchiment d'argent un élément du mandat du BRENUAC afin d'endiguer les flux de fonds illicites et de financement des conflits.

Plus précisément, je recommanderais que le Représentant spécial du Secrétaire général assure la coordination avec le GABAC et les principales cellules nationales de renseignements financiers dans la région et évoque ces questions dans ses dialogues de haut niveau avec les gouvernements de la région. Le BRENUAC devrait également collaborer avec le GABAC, le GAFI et la Banque mondiale pour veiller à ce que les évaluations mutuelles et les estimations des risques soient menées en temps voulu, de manière efficace et apolitique.

Troisièmement, je voudrais mettre en exergue les questions relatives aux sanctions. Les sanctions ciblées sont un outil financier très important qui permet au Conseil de faire pression sur les auteurs de troubles opposés à un processus de paix. Cependant, elles sont trop souvent adoptées à l'encontre de personnes qui en pâtiront le moins, parce qu'elles ne voyagent pas ou n'ont pas de compte bancaire à l'étranger, à l'instar de nombreux chefs rebelles.

D'après notre expérience et nos recherches, pour être efficaces, les sanctions doivent cibler les réseaux qui font obstacle aux processus de paix. Les dirigeants rebelles qui violent les accords de paix ont des entreprises, tout comme les trafiquants, les intermédiaires et les membres de leurs familles qui collaborent avec eux, chacun profitant de la guerre. Il est important de noter que ces acteurs sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des comptes bancaires à l'étranger et d'y faire affaire, et qu'ils seraient donc davantage pénalisés par les sanctions. Le Conseil et d'autres utilisent très efficacement l'approche de sanctions ciblant des réseaux en ce qui concerne la Corée du Nord et l'Iran et devraient faire de même en Afrique centrale.

Dans le même ordre d'idées, je recommanderais que le Conseil donne mandat aux groupes d'experts d'enquêter sur les réseaux qui appuient les auteurs de troubles. Pour les aider dans cette tâche, ils devraient mettre à leur disposition un expert supplémentaire sur les intermédiaires régionaux et renforcé leur mandat afin qu'ils puissent enquêter sur ces réseaux.

Ma dernière recommandation serait de coopérer avec les principaux partenaires pour aider les gouvernements à mettre en œuvre des réformes en matière de transparence. L'ONU ne peut pas contraindre les gouvernements à éliminer la corruption, et ce n'est pas non plus son travail. Toutefois, les principaux partenaires internationaux, tels que le Fonds monétaire international (FMI), l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et les coalitions de la société civile, collaborent avec les gouvernements sur les réformes en matière de transparence, et j'estime que l'ONU devrait œuvrer en étroite coopération avec eux. Par exemple, le FMI exhorte le Gouvernement congolais à publier des informations sur la propriété effective de certaines entreprises importantes et à améliorer les régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le BRENUAC peut rencontrer régulièrement des groupes multipartites de l'ITIE dans toute la région, ainsi que des équipes du FMI et des coalitions de la société civile, pour savoir quelles sont leurs priorités en matière de réformes de transparence. Le Représentant spécial du Secrétaire général, sans insister mais en se contentant d'y faire référence, peut ensuite soulever ces questions dans ses entretiens avec les chefs d'État de la région. Nous pensons que cette approche peut être très efficace. Je suis d'avis que le Conseil de sécurité devrait envisager d'inclure la transparence financière dans les mandats de la mission.

De même, le Conseil doit engager un dialogue avec les gouvernements des pays de destination sur les ressources liées à des conflits. Par exemple, en ce qui concerne l'or issu de zones de conflit, les Émirats arabes unis doivent faire davantage en matière de réformes liées à la transparence. Ces mesures permettront de renforcer les appels à la transparence et de les porter à l'attention des plus hauts responsables gouvernementaux. Cela pourrait être un outil important de prévention des conflits, car cela permettrait d'informer les chefs d'État de mesures raisonnables et essentielles qu'ils peuvent prendre et de leur faire comprendre qu'ils peuvent faire

davantage pour prévenir une crise de plus large portée aux conséquences humanitaires désastreuses.

Je vous remercie à nouveau, Madame l'Ambassadrice Norman-Chalet, de m'avoir donné l'occasion de faire un exposé au Conseil.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lezhnev de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je me félicite de vous voir présider le Conseil, Madame la Présidente.

Le Royaume-Uni se félicite des efforts déployés par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, de son exposé ainsi que de son travail et de celui de son équipe. Nous saluons les efforts déployés par le BRENUAC pour observer les tendances et les faits nouveaux sur les plans de la politique, de la paix et de la sécurité en Afrique centrale cette année. Nous saluons également les bons offices déployés, leurs activités en matière de prévention des conflits et de médiation, l'appui aux initiatives de paix et de sécurité et les efforts visant à améliorer la cohérence et la coordination dans la sous-région. Je tiens à souligner que nous attachons la plus haute importance à la poursuite des efforts déployés par le Représentant spécial pour appuyer la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et ses membres dans leurs activités visant à renforcer et à réformer l'organisation. À l'avenir, le BRENUAC doit s'employer à renforcer ses activités en matière d'alerte rapide et d'analyse, tout en renforçant sa coordination avec les équipes de pays des Nations Unies dans la sous-région. En gardant à l'esprit l'accent mis sur la prévention des conflits, je voudrais aborder certains aspects spécifiques concernant les pays relevant du mandat du BRENUAC.

Le Royaume-Uni continue de partager les préoccupations énoncées dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/913) quant à la détérioration de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Nous nous félicitons des informations selon lesquelles l'accès humanitaire dans les zones du Cameroun contrôlées par le Gouvernement camerounais s'est considérablement amélioré au cours des derniers mois. Toutefois, toutes les parties doivent faire davantage pour préserver l'accès humanitaire. Je condamne en

particulier les attaques contre les infrastructures et le personnel de santé, les écoles, les enseignants, les écoliers et leurs parents, qui sont décrites dans le rapport du BRENUAC. Les violations des droits de l'homme et les exactions commises par toutes les parties doivent cesser, et toutes les allégations doivent faire l'objet d'enquêtes.

Je tiens à souligner combien le Royaume-Uni se félicite des mesures prises par le Gouvernement camerounais, qui a organisé un dialogue national et, dans ce contexte, libéré des détenus. Le Gouvernement camerounais doit maintenant veiller à ce que les principales recommandations issues du dialogue national soient mises en œuvre, notamment le renforcement du bilinguisme dans les systèmes éducatif et judiciaire, la décentralisation en accordant un statut spécial aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et l'adoption de mesures pour garantir la participation des membres de la diaspora. J'insiste à nouveau sur le fait qu'il s'agit d'intentions et de politiques du Gouvernement camerounais, mais nous estimons qu'il est essentiel de donner suite d'urgence à ces recommandations pour maintenir l'élan imprimé. Autrement dit, les discours doivent être suivis d'actions. Sinon, cette situation, qui est déjà préoccupante, ne fera que se détériorer davantage. Le Royaume-Uni reste disposé, comme il l'a toujours été, à continuer d'aider le Gouvernement camerounais à appliquer ces recommandations, et encourage tous les organismes des Nations Unies à faire de même.

Il importe de faire preuve d'unité en ce qui concerne la situation au Cameroun. La récente visite conjointe du Commonwealth, de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Union africaine au Cameroun a contribué à promouvoir le rétablissement de la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous attendons avec intérêt les recommandations qui seront formulées à la suite de cette visite conjointe. Il est impératif que la communauté régionale et la communauté internationale dans son ensemble continuent d'appuyer des efforts crédibles de consolidation de la paix, notamment par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix, et répondent d'urgence aux besoins humanitaires croissants. Nous sommes convaincus que les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine et la CEEAC, ont un rôle essentiel à jouer. Nous espérons que l'ONU et l'Union africaine effectueront d'autres visites conjointes au Cameroun et dans les pays voisins.

Je voudrais me féliciter de la mission technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Cameroun, qui a été effectuée à l'invitation du Gouvernement camerounais, et exhorter toutes les parties à continuer de coopérer rapidement et pleinement pour assurer la protection des civils et l'application du principe de responsabilité. Il est impératif de donner suite à cette visite, notamment en ce qui concerne l'impunité. La liberté d'expression politique doit être respectée à tout moment, y compris à l'approche des prochaines élections législatives et municipales.

Je voudrais évoquer brièvement la situation dans le bassin du lac Tchad. Dans son exposé et son rapport, le Représentant spécial Fall nous a rappelé les effets des changements climatiques dans cette région. Malheureusement, le rapport du BRENUAC appelle l'attention sur les niveaux élevés de violence et de déplacements de population, résultant des attaques de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest contre des cibles civiles et militaires. Le Royaume-Uni est conscient du rôle important que les pays de la région jouent s'agissant d'appuyer la stabilité du bassin du lac Tchad, notamment par l'intermédiaire de la Force multinationale mixte, et d'accueillir les réfugiés. Cette semaine, durant la session annuelle de la Commission de consolidation de la paix, certains d'entre nous ont pu entendre le Secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad parler des progrès réalisés dans le cadre de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram.

Je voudrais dire simplement qu'à mon avis, nous devons faire davantage pour assurer la pleine application de la résolution 2349 (2017) afin de régler les crises humanitaire, de sécurité et de développement qui sévissent dans la région. Nous appuyons pleinement la coopération entre le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Nous nous réjouissons d'apprendre que les Représentants spéciaux Fall et Chambas ont effectué des visites conjointes. Nous attendons avec intérêt des informations actualisées lorsque les rapports sur ces visites seront prêts, ainsi que les conclusions qu'ils tireront ensemble sur la voie à suivre.

Le Royaume-Uni se félicite des progrès accomplis à ce jour par le Président Touadera et les autorités centrafricaines depuis la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine en février. Nous nous

félicitons également de la réactivation des commissions bilatérales République centrafricaine-Cameroun et République centrafricaine-République démocratique du Congo, et du rôle de plaidoyer joué par le BRENUAC à cette fin. Nous demeurons extrêmement préoccupés par les problèmes politiques persistants ainsi que par la situation des droits de l'homme au Burundi et ses conséquences humanitaires. Les élections prévues pour l'année prochaine seront un moment décisif pour le Burundi. Nous exhortons le Gouvernement à collaborer avec toutes les parties pour garantir la tenue d'élections régulières et pacifiques.

Je voudrais terminer en rappelant que le rapport et l'exposé mentionnent un certain nombre de domaines dans lesquels l'ONU, par l'entremise de son Secrétariat, de ses organismes et de ses fonds et programmes, et les États Membres peuvent aider les pays et la région en matière de prévention et de règlement des conflits. Nous devons tous relever ce défi, et le BRENUAC est un outil essentiel à cette fin.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Qu'il me soit permis de faire cette déclaration au nom des pays africains membres du Conseil de sécurité, à savoir l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale.

Nous nous associons aux félicitations adressées à M. François Louncény Fall et à toute l'équipe du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) pour son exposé détaillé sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau. Je voudrais également remercier M. Sasha Lezhnev pour les informations pertinentes qu'il vient de nous communiquer. Nous voudrions exprimer une fois de plus notre gratitude au Secrétaire général pour les recommandations judicieuses qu'il a formulées dans son rapport (S/2019/913), dans lequel il confirme que les bureaux régionaux permettent de faire des progrès en matière de prévention des conflits, et en particulier le BRENUAC, qui a permis de promouvoir efficacement la paix et la stabilité dans la sous-région d'Afrique centrale.

C'est dans cette perspective que nous continuerons d'appuyer le BRENUAC alors qu'il poursuit ses efforts pour créer des synergies, promouvoir la coopération bilatérale entre pays voisins et renforcer la coopération avec les organisations régionales dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la prévention des conflits, en particulier avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique

centrale (CEMAC) et la Commission du golfe de Guinée. Nous sommes également convaincus que le BRENUAC doit renforcer sa coopération et établir des priorités mutuelles et une répartition claire des tâches avec les autres organismes des Nations Unies opérant dans la région et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, comme indiqué dans la déclaration du Président datée du 12 septembre (S/PRST/2019/10).

Nous espérons que la prorogation du mandat du BRENUAC jusqu'au 31 août 2021 permettra au Bureau régional de suivre de près le processus du cycle électoral dans la sous-région, que les élections qui y sont prévues se dérouleront dans un climat de paix et dans le calme, qu'elles seront transparentes, pacifiques et inclusives, et qu'elles permettront de faire face aux problèmes actuels et aux menaces qui pèsent sur la sous-région, surtout celles liées aux activités mercenaires, au terrorisme, à la piraterie et à la criminalité organisée notamment, car ces menaces constituent actuellement une préoccupation majeure dans la région en raison de l'augmentation de la circulation incontrôlée des armes et des conflits dans la région, qui constituent des menaces graves à la paix et la sécurité des États de cette sous-région.

Par ailleurs, nous continuons de condamner fermement la terreur et les attentats perpétrés par Boko Haram depuis 2009, année au cours de laquelle le Conseil de sécurité a également tiré la sonnette d'alarme au sujet de ce groupe. Les attaques de Boko Haram continuent d'entraîner des pertes catastrophiques en vies humaines et constituent une menace majeure pour la stabilité et la paix en Afrique de l'Ouest et centrale. Nous tenons à rappeler aussi la déclaration du Président datée du 14 novembre 2011 (S/PRST/2011/21), dans laquelle étaient fermement condamnées les attaques menées par l'Armée de résistance du Seigneur dans certaines régions d'Afrique centrale, qui constituent une menace permanente pour la sécurité régionale.

En réponse à toutes ces situations, en février, sous la présidence de la République de Guinée équatoriale, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2457 (2019) sur l'initiative visant à faire taire les armes. Cette résolution contribuera certainement à maintenir la paix et la sécurité sur le continent africain, et nous espérons qu'elle marquera un tournant pour l'avenir de l'Afrique, qui reconnaît que faire taire les armes contribuera grandement à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à bâtir une Afrique intégrée, pacifique, sûre et prospère.

Nous nous félicitons des efforts déployés par les États d'Afrique centrale pour instaurer la stabilité politique, sociale et économique dans la sous-région, comme l'indique le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2019/913) présenté par son Représentant spécial. Nous nous félicitons de la tenue du dialogue national récemment conclu au Cameroun et qui, à notre avis, constitue une étape positive et importante vers le règlement des différends qui subsistent. Nous nous félicitons de la récente visite tripartite de la mission effectuée au Cameroun par le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo, et la Secrétaire générale du Commonwealth, M^{me} Patricia Scotland, qui a permis d'échanger des vues sur la mise en œuvre des textes issus du dialogue national.

Dans ce contexte, nous souscrivons à la déclaration qui a été faite à l'occasion de la visite de la mission tripartite et demandons instamment aux autorités camerounaises d'appuyer et de mettre en œuvre les recommandations issues du dialogue national. La mise en œuvre rapide de ces recommandations, non seulement démontrera l'attachement à la volonté du peuple camerounais, mais servira également de mesure de confiance qui, à notre avis, ouvrira la voie à la réconciliation, à la paix, à la stabilité et au retour à une vie normale dans les régions touchées.

Nous apprécions les efforts continus déployés pour amener toutes les parties à la table des négociations. Nous encourageons les parties au conflit concernées à tenir compte de l'appel à se joindre aux négociations, qui sont indispensables pour résoudre les différends. Dans le même ordre d'idées, nous invitons toutes les parties à aborder les négociations dans un esprit de compromis et à œuvrer en faveur d'une paix et d'une stabilité durables au Cameroun. Nous voudrions également saisir cette occasion pour féliciter le Gouvernement camerounais d'avoir accueilli le 22 novembre dernier le Sommet extraordinaire des chefs d'État de l'Afrique centrale sur la situation économique et monétaire de la zone CEMAC.

Nous nous félicitons des efforts déployés par le BRENUAC pour continuer de défendre vigoureusement l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine auprès des pays de la sous-région. Nous nous félicitons également des travaux des commissions mixtes bilatérales associant la République centrafricaine au Cameroun et à la République du

Congo. Nous appelons également à la reprise des travaux des commissions mixtes bilatérales entre la République centrafricaine et ses autres voisins afin de régler les questions transfrontières. Nous espérons vivement que le BRENUAC, de concert avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, appuiera les initiatives visant à renforcer les capacités des forces de sécurité nationales, conformément à la résolution 2447 (2018). La Côte d'Ivoire, forte de son expérience directe des situations d'après-conflit, a contribué à l'adoption de cette résolution.

Nous nous félicitons de l'accord tripartite signé par la République démocratique du Congo, le Gouvernement angolais et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui ouvre la voie à la mise en place d'un mécanisme permettant le retour librement consenti et durable des réfugiés, dans la dignité et en toute sécurité. Nous félicitons également le Gouvernement angolais d'avoir accueilli du 26 au 28 novembre la quarante-neuvième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

Nous nous félicitons en outre des mesures prises par les gouvernements de la région pour faire face à la situation humanitaire. Néanmoins, nous restons préoccupés par le nombre élevé de personnes déplacées, de réfugiés et de demandeurs d'asile dans la sous-région de l'Afrique centrale. Les personnes déplacées ont besoin de moyens de subsistance durables et de voir leurs droits et leur dignité respectés, mais leur situation est aggravée par les activités déstabilisatrices des groupes armés et les attaques incessantes contre les communautés qui continuent également d'être exposées à la gravité des changements climatiques, à la malnutrition, au choléra et à l'Ebola. Ce qui exige de la part de la communauté internationale une assistance technique, sanitaire et financière suffisante.

Pour terminer, nous voudrions souligner que le renforcement de la coopération entre le Conseil de sécurité et l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui renforce également les initiatives sous-régionales du Conseil visant à faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, tel qu'établi dans la résolution 2493 (2019), adoptée le 29 octobre, sous la présidence sud-africaine du Conseil, permettra de promouvoir la réalisation de ce programme et ses priorités en garantissant et en encourageant la participation pleine et effective des

femmes sur un pied d'égalité à toutes les étapes du processus de paix.

Enfin, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et la Guinée équatoriale réaffirment leur appui au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et au Représentant spécial du Secrétaire général, dont la mission de bons offices et de diplomatie préventive continue d'être pertinente dans la quête de la paix, de la stabilité et du développement socioéconomique des États de l'Afrique centrale.

M^{me} Morrison González (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions les intervenants des informations qu'ils nous ont communiquées aujourd'hui.

Nous nous félicitons des bons offices déployés par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) en vue de promouvoir des solutions pacifiques dans la sous-région au moyen du dialogue, des mesures de confiance et de réconciliation entre les parties. Nous saluons l'action de plaider pour qu'il mène auprès des pays de la sous-région au sujet l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine et sa contribution à la reprise des activités de la commission mixte bilatérale associant la République centrafricaine et le Congo. De même, nous saluons les efforts colossaux qu'il déploie aux fins d'un règlement pacifique de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Nous déplorons la détérioration des conditions de sécurité dans certaines parties de la région, notamment dans la région du lac Tchad, du fait des attaques perpétrées par Boko Haram et de la situation préoccupante au Cameroun. Nous condamnons, en outre, les exactions commises contre des civils, en particulier l'enlèvement d'adultes, d'enfants et de filles par l'Armée de résistance du Seigneur.

Les effets négatifs des changements climatiques, comme les sécheresses et les inondations de plus en plus fréquentes et à plus grande échelle, représentent un défi pour l'Afrique centrale et continuent d'être une source de vive préoccupation. Les incidences des phénomènes météorologiques extrêmes perturbent l'agriculture, ce qui a des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la santé humaine. C'est pourquoi nous nous félicitons de la réunion extraordinaire des ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) organisée à Brazzaville et de la position sous-régionale commune sur le rôle des

forêts de l'Afrique centrale dans la lutte mondiale contre les changements climatiques adoptée à cette réunion, ainsi que de l'engagement pris par les gouvernements de réduire les menaces qui pèsent sur la deuxième plus grande forêt ombrophile du monde et de mobiliser un plus grand appui mondiale en faveur de la sous-région. Nous comprenons que cette initiative contribuera de façon positive à l'amélioration des conditions de vie des personnes qui vivent dans les forêts et dans les agglomérations urbaines.

La situation humanitaire dans différentes régions d'Afrique centrale continuant d'être source de préoccupation, une attention particulière doit être accordée à la situation humanitaire au Cameroun, où l'intensification de la violence et l'insécurité affectent la vie de centaines de milliers de civils, en particulier de femmes et d'enfants. La situation d'insécurité contribue à des niveaux élevés d'exploitation et d'atteintes sexuelles, ainsi qu'à des assassinats, des enlèvements, des détentions arbitraires et des recrutements forcés. Nous déplorons et condamnons vigoureusement l'assassinat d'un agent humanitaire le 1^{er} décembre dernier dans la région du Nord-Ouest du pays, et nous exhortons les organisations régionales à continuer d'intensifier leurs efforts de médiation et de dialogue entre les parties en vue de consolider la confiance et la volonté politique nécessaires pour l'instauration d'une paix durable dans tout le pays.

Pour terminer, nous tenons à saluer l'action menée par M. Fall, le BRENUAC et la CEEAC pour les efforts qu'ils déploient pour promouvoir un règlement pacifique des crises dans la région.

Nous exhortons tous les pays d'Afrique centrale à élargir l'espace démocratique et à prendre des mesures concrètes pour améliorer les processus de dialogue avec les différents acteurs politiques et la société civile, en vue de faire face aux problèmes communes causés par les groupes armés, les activités illicites et la transhumance, afin de parvenir à une région sûre, de respect des droits de l'homme et de stabilité durable, qui permette une meilleure exploitation de ses ressources humaines, sociales et naturelles et qui transforme son économie, offrant ainsi de meilleures possibilités de développement socioéconomiques à tous les pays et à la région en général.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial Fall ainsi que M. Lezhnev pour leurs « briefings ». Comme l'a dit le Représentant spécial, la situation

politique, sécuritaire et humanitaire reste très fragile dans plusieurs États d'Afrique centrale. Je voudrais dès lors saisir cette occasion pour faire quelques commentaires.

Tout d'abord, nous restons préoccupés par la situation au Cameroun. Alors que nous nous rapprochons de la date du 9 février 2020 prévue pour les prochaines élections législatives et locales, la situation reste complexe. D'un côté, nous saluons les autorités camerounaises pour la tenue du dialogue national, pour les recommandations qui s'en sont suivies, ainsi que pour la libération des prisonniers politiques. Ce sont des signes encourageants. Nous tenons également à féliciter toutes les parties pour leur engagement dans le cadre de la médiation suisse en vue de pouvoir résoudre la crise des régions anglophones. D'autre part, la situation sur le terrain n'a pas encore changé de manière réellement substantielle. Les régions anglophones restent, malheureusement, le théâtre d'hostilités et de violations des droits de l'homme par toutes les parties, tandis que toute une génération risque d'être privée d'accès à l'éducation. En outre, les recommandations du dialogue national ne sont pas encore ni avalisées, ni mises en œuvre.

Nous voudrions donc appeler toutes les parties à des résultats concrets. Cela vaut pour le dialogue national, mais également pour la médiation. Seuls le dialogue et la négociation permettent de trouver des solutions. N'oublions pas non plus les autres crises au Cameroun : la crise humanitaire et celle liée au terrorisme de Boko Haram. Le manque de couverture du plan humanitaire – financé à seulement 41 % – ne fait par ailleurs qu'accroître les défis auxquels le pays fait face. Nous appelons donc tous les partenaires à faire de leur mieux pour y contribuer.

Deuxièmement, nous voudrions également saisir cette occasion pour rebondir sur la problématique du climat et de la sécurité. Le rapport du Secrétaire général (S/2019/913) fait état de plusieurs développements positifs. Parmi ceux-ci, l'adoption du nouveau code pénal et du nouveau code de procédure pénale par le Gabon, qui augmentent de manière substantielle les peines prévues pour les crimes environnementaux, mais également l'adoption d'une position commune sous-régionale de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale concernant les contributions des forêts de l'Afrique centrale dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Nous nous félicitons de cette attention accrue accordée aux effets des changements climatiques, des changements écologiques

et des catastrophes naturelles sur la stabilité de l'Afrique centrale, et nous encourageons la mission à poursuivre dans cette voie car, comme le rapport le souligne, il faut en effet reconnaître que nous pouvons et devons faire plus.

Enfin, l'exploitation illégale des ressources naturelles reste une problématique importante dans la région. Nous devons donc doter les différentes missions qui couvrent l'Afrique centrale d'un mandat robuste afin de pouvoir travailler à cette problématique. Nous devons également travailler en étroite collaboration avec nos partenaires régionaux, comme la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, qui sont déjà actifs dans ce contexte.

En ce qui concerne la Belgique, nous coopérons étroitement avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, et les autorités judiciaires belges n'hésitent pas à ouvrir des enquêtes à l'égard de personnes ou de sociétés suspectées de trafic.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général François Louncény Fall de son exposé sur la situation dans la région de l'Afrique centrale. Nous avons également écouté attentivement l'exposé de M. Sasha Lezhnev.

La Russie a toujours appuyé les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale en tant qu'outil important pour la mise en œuvre de la diplomatie préventive. Il ne fait aucun doute que les défis auxquels sont confrontés les pays de la sous-région sont complexes et, à cet égard, il est impératif que les acteurs régionaux jouent un rôle de premier plan en matière de prévention des crises et de règlement des conflits. Nous nous félicitons que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) mette l'accent sur le parachèvement de la réforme institutionnelle dont elle a besoin pour renforcer la capacité d'une organisation qui a une telle importance pour la sous-région.

L'Afrique centrale joue un rôle clef dans la lutte contre la propagation du terrorisme sur le continent africain. L'infiltration d'éléments radicaux et terroristes dans la sous-région s'accompagne d'un trafic d'armes, de stupéfiants, de minerais et autres ressources naturelles. Nous sommes inquiets d'entendre que Boko Haram conserve certaines capacités militaires et reste en mesure de perpétrer des attaques de grande envergure, et que ses activités au Tchad et au Cameroun ne faiblissent

pas. Les extrémistes attaquent les civils, le personnel des Nations Unies et le personnel des organisations non gouvernementales, ainsi que les points de contrôle militaires. L'afflux important de terroristes étrangers dans les rangs de Boko Haram, notamment des militants de l'État islamique d'Iraq et du Levant, est fortement préoccupant. Nous pensons que les efforts régionaux visant à mettre au point des approches coordonnées de la lutte contre toutes les manifestations du terrorisme sont extrêmement importants, et les activités de la Force multinationale mixte en sont un bon exemple. Il est primordial de garantir à la Force un financement suffisant. Pour notre part, nous sommes prêts à continuer d'œuvrer sous diverses formes en vue d'éliminer la menace terroriste sur le continent africain. Nous accordons une attention particulière à l'identification des sources de financement des terroristes locaux et à leurs contacts avec d'autres groupes radicaux internationaux.

Nous suivons de près l'évolution de la situation en République centrafricaine. Nous appuyons les efforts déployés par le Président Touadera pour réformer rapidement le secteur de la sécurité et renforcer les capacités des forces armées. L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, signé le 6 février, constitue une base importante pour le règlement de la situation dans le pays. La Russie continuera d'apporter son plein appui au processus de réconciliation nationale en coordonnant ses efforts avec ceux de toutes les personnes qui cherchent à normaliser la situation.

La piraterie dans le golfe de Guinée est un autre facteur d'instabilité dans la région de l'Afrique centrale. Malheureusement, les raids criminels contre des navires étrangers, notamment les prises d'otages, se poursuivent. La Russie a une expérience positive de sa participation aux efforts internationaux de lutte contre la piraterie dans le nord-ouest de l'océan Indien dans le cadre du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Nous espérons que cette expérience pourra être utile pour régler des problèmes similaires dans le golfe de Guinée.

Nous sommes préoccupés par la poursuite des activités de l'Armée de résistance du Seigneur, qui continue de se livrer au pillage et au vol dans diverses régions de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud, et la lutte contre ce groupe doit rester une priorité pour les États de la région de l'Afrique centrale. Nous espérons que l'initiative visant à éliminer cette menace, prise sous les

auspices de l'Union africaine et de la CEEAC, portera ses fruits.

Nous suivons également de près l'évolution de la situation au Cameroun. La question des provinces anglophones du pays a des racines historiques profondes, et une solution à ces problèmes accumulés ne pourra être trouvée qu'à la table de négociation, dans le respect des droits de la personne et de l'état de droit. Nous exhortons toutes les parties camerounaises à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de recourir à toute forme de violence. À cet égard, nous nous félicitons du dialogue national qui a eu lieu du 30 septembre au 4 octobre, et nous espérons que les recommandations formulées à l'issue de ce dialogue seront mises en œuvre dès que possible.

Pour terminer, nous voudrions rappeler au Conseil que les difficultés et les menaces auxquelles l'Afrique centrale est confrontée sont inextricablement liées et que les États de la région eux-mêmes sont interdépendants. Déstabiliser la situation dans un pays peut mettre à mal la sécurité de ses voisins; c'est pourquoi il est capital de toujours faire la distinction entre prévention et ingérence dans les affaires intérieures.

M. Almunayekh (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), de son exposé, et saluer les efforts déployés par le BRENUAC ainsi que les activités qu'il mène en Afrique centrale dans le cadre de son mandat. Je voudrais également remercier M. Sasha Lezhnev de son exposé fort utile. Aujourd'hui, je vais me concentrer sur trois aspects de la question.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique et en matière de sécurité en Afrique centrale, le récent rapport du Secrétaire général (S/2019/913) donne un clair aperçu de la détérioration des conditions de sécurité dans un certain nombre de pays de la région en raison de difficultés liées aux processus électoraux. Depuis l'élection présidentielle contestée d'octobre 2018, les tensions politiques et sécuritaires s'intensifient au Cameroun, et il est probable qu'elles s'aggravent encore, étant donné les divergences d'opinion marquées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Au Tchad, le report des élections législatives et locales depuis 2015 continue d'avoir des répercussions sur les conditions de sécurité, en particulier dans le nord et dans certaines régions de l'est du pays. Nous espérons

que les élections auront lieu, comme l'a annoncé la Commission électorale nationale indépendante, au cours du premier trimestre de 2020. Nous attendons également avec intérêt la tenue d'un dialogue national sans exclusive à même d'arrêter l'effusion de sang et d'assurer la stabilité politique et la sécurité dans les pays de la région qui connaissent des divisions politiques et une détérioration des conditions de sécurité. Cela est d'autant plus important qu'un certain nombre d'événements majeurs dans la région approchent à grands pas, notamment les élections présidentielles qui se tiendront en République centrafricaine et au Burundi en 2020, lesquelles, nous espérons, associeront tous les partis politiques, garantiront la participation d'observateurs internationaux, et se tiendront dans un climat de sécurité stable. Tout cela ne manquera pas d'avoir des effets positifs sur la stabilité et la prospérité de l'ensemble de la région.

Nous soulignons l'importance de la coopération entre les gouvernements de la région et les organisations régionales, sous-régionales et internationales telles que l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la Commission du bassin du lac Tchad et d'autres acteurs concernés. Les conditions de sécurité dans la région restent une source de préoccupation compte tenu de la poursuite de la violence et des conflits armés, qui coûtent malheureusement la vie à de nombreux civils innocents. Nous insistons sur la nécessité de trouver des solutions radicales pour mettre fin aux conflits et demander des comptes aux responsables. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les actes criminels et les attentats suicides perpétrés par Boko Haram et par l'Armée de résistance du Seigneur, qui entravent les progrès sur tous les fronts et constituent une menace grave et directe, comme M. Fall l'a dit. Si nous voulons relever ces défis, une coopération internationale et régionale s'impose.

Deuxièmement, nous déplorons l'aggravation de la situation humanitaire dans la région en général, étant donné le nombre élevé de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence et le nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées de force en raison de la violence et des épidémies de choléra, d'Ebola et d'autres maladies. Nous partageons les préoccupations du Secrétaire général face à la détérioration de la situation humanitaire dans plusieurs pays de la région, et exhortons ces derniers à continuer de coopérer avec les organisations régionales et internationales. Ils

doivent redoubler d'efforts pour atténuer les souffrances humaines et endiguer les diverses menaces qui pèsent sur la région, notamment les risques environnementaux posés par les changements climatiques et leurs effets sur l'agriculture, ainsi que l'absence de précipitations et l'assèchement de certains lacs.

Enfin troisièmement, je voudrais parler de la coopération avec le BRENUAC et d'autres organisations. Étant donné qu'il s'agit de la dernière séance du Conseil sur l'Afrique centrale pendant le mandat du Koweït au Conseil, je saisis cette occasion pour souligner qu'au cours des deux dernières années, nous avons vu un certain nombre de pays d'Afrique centrale faire des progrès notables, que nous avons salués et sur lesquels nous avons dit qu'il fallait faire fond. D'autres pays ont cependant un long chemin à parcourir. Les défis sont nombreux et nécessitent une véritable coopération entre les gouvernements et les organisations régionales et internationales pour répondre aux aspirations des peuples de la région à la sécurité, à la stabilité et à une vie décente, en particulier compte tenu du fait que ces pays sont riches en ressources naturelles.

Pour terminer, je voudrais remercier une fois de plus M. Fall et l'équipe du BRENUAC pour leurs efforts inlassables.

M. Lewicki (Pologne) (*parle en anglais*) : Moi aussi, je tiens à remercier le Représentant spécial Fall et M. Lezhnev de leurs exposés détaillés et intéressants.

Étant donné que le processus électoral est un important facteur de stabilité en Afrique centrale, nous saluons les nouvelles avancées vers la consolidation de la gouvernance démocratique. Le Représentant spécial Fall, a décrit certains progrès accomplis dans la région au cours de la période considérée.

La Pologne salue le travail essentiel accompli par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) en matière de bons offices, de médiation et de diplomatie préventive. À l'approche des élections dans plusieurs pays de la région, nous espérons que les gouvernements de ces États n'épargneront aucun effort pour créer des conditions propices à l'organisation de processus électoraux inclusifs, crédibles et pacifiques, dans les délais prévus, tout en garantissant une participation véritable des femmes et des jeunes. Nous encourageons les autorités des pays de la région à continuer de renforcer la confiance entre toutes les parties prenantes pour ouvrir la voie à la création d'un environnement politique stable et constructif.

La Pologne accueille avec satisfaction la décision prise récemment par les autorités camerounaises de convoquer un dialogue national, qui constitue une avancée importante en vue de remédier à la situation difficile dans le pays. Dans le même temps, nous sommes profondément préoccupés par les informations faisant état de la persistance de violations graves des droits de l'homme imputables à toutes les parties au conflit. Je tiens à souligner que tous les auteurs de ces violations graves des droits de l'homme doivent faire l'objet d'enquêtes et rendre des comptes.

La Pologne salue tous les efforts que déploie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Cameroun, notamment sa récente mission d'évaluation technique. À la lumière des informations recueillies lors de cette visite, nous appelons toutes les parties sur le terrain à mettre immédiatement fin à la violence et à coopérer en toute bonne foi, notamment en vue de lancer un processus de dialogue ouvert et sans exclusive pour apaiser les tensions et élaborer un accord politique à long terme.

La situation en matière de sécurité dans la région reste précaire. Les événements survenus récemment dans le nord et l'est du Tchad sont de plus en plus préoccupants. Nous sommes également préoccupés par le fait que Boko Haram et l'Armée de résistance du Seigneur continuent d'alimenter une insécurité grave dans une grande partie de la région. Cela démontre que la communauté internationale doit continuer à appuyer les initiatives multilatérales visant à lutter contre ces organisations.

Tout en saluant les efforts déployés par l'ONU et l'Union européenne jusqu'à présent, la Pologne reconnaît que les partenaires régionaux jouent un rôle clef pour promouvoir la réconciliation et instaurer le dialogue en Afrique centrale. Nous nous félicitons du consensus qui s'est dégagé récemment autour du plan de réforme institutionnelle de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et nous espérons qu'il sera adopté rapidement.

La Pologne salue le rôle de premier plan que joue le BRENUAC dans le renforcement de la coordination et de la cohérence des mesures qui ont été prises, ainsi que dans la promotion de synergies entre toutes les présences de l'ONU en Afrique centrale. Par conséquent, je tiens à exprimer notre plein appui au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, et à toute son équipe.

M. Velásquez (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de cette séance, et nous remercions les intervenants des exposés complets qu'ils ont présentés cet après-midi.

Le Pérou salue et appuie le travail important qu'accomplit le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) en Afrique centrale. Nous saluons tout particulièrement ses importantes contributions à la réactivation de la commission bilatérale de la République centrafricaine et du Congo, au lancement des processus de dialogue national par les Gouvernements camerounais et congolais et au renouvellement du cadre national de dialogue au Tchad.

Néanmoins, nous notons avec préoccupation la persistance de dynamiques d'insécurité et d'instabilité dans la région, notamment des épisodes de violence intercommunautaire, l'exacerbation des tensions politiques et de mesures de répression, l'extrémisme, les activités des groupes armés, la détérioration de la situation humanitaire et les violations des droits de l'homme, tout particulièrement dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, comme cela a été signalé cet après-midi.

Nous estimons que compte tenu de la nécessité urgente de s'attaquer à ces problèmes, il est indispensable que les organisations régionales jouent un rôle constructif et complémentaire à cet égard. Nous préconisons, en temps opportun, le renforcement de la coopération entre le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ce qui peut avoir une incidence positive sur la lutte contre les organisations terroristes telles que Boko Haram et les groupes armés tels que l'Armée de résistance du Seigneur. Nous tenons également à attirer l'attention sur les synergies que le BRENUAC peut établir avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans des domaines comme la réforme institutionnelle et la lutte contre le trafic de ressources naturelles par les groupes armés.

Nous sommes profondément préoccupés par les violations persistantes des droits de l'homme commises non seulement par les groupes armés, mais également par les forces de l'ordre. Par conséquent, nous encourageons les gouvernements de la sous-région à orienter leurs efforts et leurs ressources vers la lutte contre l'impunité en réformant en profondeur leurs systèmes judiciaires et en mettant en place des mécanismes efficaces de responsabilisation. À cet égard, la coopération avec les

organisations chargées de la promotion et du respect des droits de l'homme revêt la plus haute importance.

Nous voudrions également souligner l'importance des liens que le BRENUAC peut et doit établir avec la société civile dans des domaines tels que l'égalité des sexes, les droits de l'homme et la supervision des processus électoraux, ainsi que pour encourager le secteur privé à contribuer aux efforts visant à bâtir une sous-région stable, pacifique et prospère.

Enfin, je tiens à exprimer le plein appui du Pérou aux travaux du BRENUAC et à souligner la nécessité pour la communauté internationale, notamment les pays et organismes régionaux qui ont particulièrement de l'influence dans la région, de lui apporter son concours.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier les intervenants, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, et M. Lezhnev de leurs exposés et de leurs recommandations détaillés.

Il ressort du rapport du Secrétaire général (S/2019/913) que la situation en Afrique centrale reste instable et extrêmement tendue en raison des problèmes politiques et de sécurité. Néanmoins, nous ne devons pas faire abstraction des progrès accomplis dans la région depuis le début de l'année, notamment le transfert pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo et la conclusion de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

Il ne fait aucun doute que la communauté internationale suit de près la situation dans la région. Nous avons entendu dire à maintes reprises que des efforts visant à apporter un appui multilatéral et bilatéral à la région étaient en cours de préparation ou s'étaient concrétisés. Ensemble, nous devons tirer parti de cette dynamique pour apporter notre concours aux pays de la région dans les efforts qu'ils déploient pour régler de nombreux problèmes et garantir un avenir meilleur dans la région. Nous accueillons également avec satisfaction l'examen stratégique du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), qui explique clairement comment celui-ci peut contribuer effectivement aux efforts régionaux en Afrique centrale.

Je voudrais axer mon propos sur les points suivants.

Premièrement, il faut s'attaquer aux causes profondes des conflits au moyen d'une approche globale. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'un processus électoral sans exclusive, digne de ce nom et crédible reste un élément essentiel pour la région.

Les gouvernements de la région doivent regagner la confiance de leurs peuples, en particulier après des années de conflit et de méfiance politique. Ils doivent également gagner la confiance des uns et des autres. Les bons voisins font les bonnes communautés. C'est à la communauté internationale d'œuvrer de concert avec les gouvernements concernés pour fournir les capacités propices à cette confiance. En bref, la confiance est importante et le partenariat, essentiel.

La paix et la stabilité demeurent fragiles. La région est en proie aux menaces que font peser les groupes armés, l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles et les maladies transmissibles. Les violences commises par l'Armée de résistance du Seigneur et Boko Haram ont considérablement compromis la stabilité de la région. Cela doit cesser.

Deuxièmement, des partenariats entre les organisations régionales et sous-régionales, en collaboration avec l'ONU, s'imposent. L'Indonésie rejoint le principe qui veut que les voisins sont les mieux informés. Les organisations régionales et sous-régionales, qui sont naturellement les premiers à intervenir, jouent un rôle très important pour permettre à la région de remédier à cette crise. Nous saluons les efforts importants entrepris par l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales au bénéfice de la région.

Nous tenons également à souligner qu'il importe que la répartition des tâches du BRENUAC et des autres entités des Nations Unies soit bien définie. À cette fin, nous préconisons un appui accru du BRENUAC au renforcement des capacités de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Des défis régionaux persistent. Dans le cadre du mandat du Conseil de sécurité, nous avons l'obligation de continuer à appuyer les pays de la région.

M. Yao Shaojun (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général, M. François Louncény Fall, ainsi que M. Sasha Lezhnev.

Bien la situation générale dans les pays d'Afrique centrale soit restée stable ces derniers temps et que des avancées encourageantes aient été enregistrées, des difficultés subsistent. Les activités de Boko Haram, de l'Armée de résistance du Seigneur et d'autres groupes armés et organisations terroristes continuent de faire peser de graves menaces sur les pays de la région, notamment dans le bassin du lac Tchad. De plus, la

situation humanitaire ne donne aucun motif d'optimisme. Le sous-développement, l'extrême pauvreté et d'autres facteurs profondément enracinés perpétuent toute une gamme de problèmes graves, notamment le terrorisme et les conflits intercommunautaires.

La Chine salue les efforts collectifs déployés par les pays d'Afrique centrale pour venir à bout de ces défis. Nous nous félicitons du sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui doit se tenir d'ici à la fin de l'année, et nous sommes favorables à l'adoption attendue, audit sommet, des mesures de réforme de la CEEAC. La Chine félicite également le Représentant spécial Fall et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) de leurs efforts actifs et de leurs bons offices et médiation en matière de prévention des conflits, aux fins de régler les problèmes de la région.

La Chine souhaite souligner les trois points suivants.

Premièrement, il est essentiel de mettre en avant l'importance de la perspective du développement. Une connaissance intime de l'incidence du développement sur la paix et la stabilité et de ses liens avec certains problèmes spécifiques, voilà la base d'une analyse approfondie des questions régionales. Fondamentalement, la plupart des problèmes de l'Afrique centrale sont liés à un développement insuffisant, déséquilibré et non inclusif. Les pays de la région doivent être davantage conscients du caractère central du développement s'ils veulent remédier aux causes profondes desdits problèmes. La communauté internationale doit appuyer les pays de la région dans leurs efforts de développement, et promouvoir la coopération dans les secteurs économique et social. Le BRENUAC doit renforcer sa perspective de développement et l'intégrer dans ses activités de prévention des conflits.

Deuxièmement, il nous faut respecter l'appropriation par le pays hôte. La médiation et les bons offices de la communauté internationale et de l'ONU doivent être fondés sur le consentement des pays hôtes. La situation dans certains pays ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales, et ces pays ne veulent pas d'une intervention des Nations Unies. L'ONU et le Conseil de sécurité doivent pleinement respecter leurs positions. La Chine appuie les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine et la CEEAC, dans leurs efforts pour régler les problèmes africains par des moyens africains, grâce à l'unité et l'autonomisation.

Troisièmement, les organismes des Nations Unies dans la région et les organisations sous-régionales doivent renforcer leur coordination. L'ONU est très présente en Afrique centrale, notamment avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi. Toutes les parties doivent intensifier leur communication et éviter de se marcher sur les pieds. La Chine apprécie les efforts déployés par les pays de la région pour relever ces défis. Le BRENUAC est à même de renforcer la communication et la coordination avec la CEEAC, la Commission du bassin du lac Tchad, le secrétariat de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel et la Force multinationale mixte contre Boko Haram, afin de faciliter leurs travaux respectifs et de les compléter.

La Chine est disposée à continuer de collaborer plus étroitement avec les pays d'Afrique centrale et d'appuyer l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général et le BRENUAC, ainsi qu'à jouer un rôle constructif s'agissant d'aider ces pays à préserver leur sécurité et leur stabilité, à renforcer leur développement économique et à améliorer la situation humanitaire.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général Fall et M. Lezhnev de leurs exposés et recommandations fouillés et éclairants.

En premier lieu, je salue le travail important accompli par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) dans cette région. Le BRENUAC joue un rôle crucial dans la stabilisation de la région et il est indispensable pour prévenir une nouvelle dégradation de la situation. Nous tenons également à saluer expressément le rôle de bons offices que peut jouer le Représentant spécial.

Nous exprimons nos préoccupations face à la situation précaire qui prévaut dans la région, laquelle reste en proie aux difficultés, notamment les effets des changements climatiques sur la sécurité et la stabilité. Il me semble judicieux, dans ce contexte, de souligner le nombre de références que le Représentant spécial a faites à cette corrélation dans son exposé, et le nombre de contextes différents dans lesquels il l'a jugée pertinente. Nous abondons dans son sens.

Bien sûr, il y a aussi d'autres défis, comme le terrorisme transfrontalier, auquel se livrent en particulier l'Armée de résistance du Seigneur et Boko Haram, mais aussi les conflits entre agriculteurs et éleveurs et la prolifération des armes de petit calibre. Ces menaces déstabilisent la région, exacerbent la crise humanitaire et compromettent les chances d'un dialogue politique.

Nous tenons à souligner qu'un grand nombre des problèmes existants ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, et doivent être traités conjointement. C'est pourquoi l'une des tâches essentielles du BRENUAC doit être de promouvoir l'intégration régionale grâce à des organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Nous encourageons une coopération et une coordination étroites du BRENUAC avec les autres acteurs dans la région, notamment d'autres organismes des Nations Unies, tels que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ou les bureaux de pays, ainsi qu'avec des organismes plus spécialisés, comme les services antiterroristes des Nations Unies – le Bureau de lutte contre le terrorisme ou la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, notamment.

Il est tout aussi important que, dans ses travaux, le BRENUAC tienne compte des effets des changements climatiques sur la stabilité et la sécurité de la région. Dans le même temps, il devrait, de notre point de vue, mettre davantage l'accent sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et favoriser des processus politiques plus inclusifs. De même, la mobilisation de la société civile demeure essentielle, et la coopération stratégique avec les groupes régionaux, en particulier la CEEAC, doit être renforcée. Aux côtés du BRENUAC et de l'Union africaine, la CEEAC est à même de jouer un rôle important en matière de diplomatie préventive.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la détérioration de la situation au Cameroun, et par son incidence délétère sur toute la région de l'Afrique centrale. Nous regrettons beaucoup que la situation ne se soit pas améliorée depuis que s'est tenu le grand dialogue national et que, malheureusement, la violence continue des deux côtés. L'incident survenu le 1^{er} décembre, lorsque des séparatistes ont ouvert le feu sur un avion de transport de passagers, est un exemple inacceptable de violence contre les civils, que nous déplorons vivement. Nous exhortons le Gouvernement camerounais à publier et mettre en œuvre rapidement les recommandations du grand dialogue national. Ainsi, accorder aux régions anglophones un statut particulier

est une approche prometteuse, qui doit toutefois être davantage étayée.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement les efforts de médiation entrepris par la Suisse et nous nous féliciterions, naturellement, d'une mobilisation régionale et africaine plus large. Avant de terminer, je tiens à réaffirmer que nous sommes fermement convaincus qu'il nous faut garder un œil sur la situation au Cameroun, et étudier plus avant comment le BRENUAC peut contribuer à régler le conflit.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je me joins à mes collègues pour remercier le Représentant spécial Louncény Fall de son exposé aujourd'hui. Nous saluons les efforts qu'il déploie pour apporter la prospérité et la sécurité en Afrique centrale, et les États-Unis lui savent gré de l'action menée au Cameroun pour faciliter un règlement pacifique de la crise dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Je remercie également M. Lezhnev de son évaluation franche et de ses recommandations concrètes pour venir à bout des défis dans la région.

Alors que le Conseil cherche à mettre en exergue les préoccupations les plus urgentes en matière de paix et de sécurité internationales, il nous faut indiquer clairement que nous sommes de plus en plus inquiets face à la détérioration rapide de la situation humanitaire et des droits de la personne au Cameroun. Selon certaines informations fiables, des violations persistantes des droits de la personne, notamment des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires et illégales et des actes de torture, sont commises en toute impunité.

Ce qui a commencé comme une crise politique et une crise des droits de la personne dans la région est devenu une situation humanitaire qui exige une attention immédiate. Les parties au conflit limitent l'accès humanitaire, et jusqu'à 65 % des localités des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun seraient inaccessibles pour les acteurs humanitaires en raison de la détérioration des conditions de sécurité. Depuis 2016, date du début des manifestations au Cameroun, près de 3 000 personnes sont mortes du fait des violences qui ont suivi, dont 300 membres du personnel des forces de défense et de sécurité.

Le conflit a fait plus de 500 000 déplacés et près de 50 000 réfugiés. Le 5 novembre, l'UNICEF a signalé qu'environ 1,9 million de personnes, dont une majorité

d'enfants, avaient besoin d'aide, soit 80 % de plus que l'année dernière et environ 15 fois plus qu'en 2017. Nous appelons les groupes séparatistes et le Gouvernement camerounais à garantir l'accès humanitaire à ces zones afin qu'une aide vitale puisse être apportée aux personnes qui sont actuellement dans le besoin. Nous exprimons nos condoléances à la famille d'un travailleur humanitaire local, qui a été enlevé et exécuté par des hommes armés non identifiés le 30 novembre alors qu'il effectuait son travail. Nous appelons également toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme applicables, ainsi que les protections qu'ils offrent.

La situation au Cameroun requiert une action immédiate de toutes les parties, notamment l'Union africaine et les chefs d'État régionaux. Comme ce mois-ci est placé sous le signe de l'action, et non uniquement de la parole, je voudrais énumérer brièvement quelques mesures utiles qui pourraient être prises pour rétablir une certaine stabilité.

Nous exhortons le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et nos partenaires à jouer un rôle plus affirmé dans le règlement du conflit au Cameroun et à continuer d'exhorter tant le Gouvernement camerounais que les groupes séparatistes à engager un dialogue ouvert sans conditions préalables et à ne pas focaliser leur attention sur une solution militaire. Nous appuyons également sans réserve le processus de médiation conduit par la Suisse entre le Gouvernement camerounais et les groupes séparatistes, et nous demandons instamment aux deux parties de prendre des mesures concrètes pour faire avancer cette initiative.

Les États-Unis se félicitent également de l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général Fall pour renforcer l'appui régional à la mise en œuvre intégrale de l'Accord politique du 6 février pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Ils soutiennent cet accord et estiment qu'il constitue le meilleur moyen d'instaurer une paix, une sécurité et une stabilité durables en République centrafricaine. Dans un esprit de réconciliation, nous exhortons le BRENUAC à continuer de collaborer avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, l'Union africaine et les pays voisins afin de mobiliser un appui politique régional en vue de la mise en œuvre rapide et effective de cet accord.

Nous voudrions à nouveau remercier le Représentant spécial Fall du travail acharné qu'il effectue au sein du BRENUAC. Nous attendons avec intérêt de le soutenir l'année prochaine dans sa promotion des processus électoraux pacifiques, ainsi que dans sa coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, afin d'apporter la paix et la prospérité en Afrique centrale.

Je reprends maintenant mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 16 h 35.